

Introduction

La ruralité ou la contradiction

Le thème de la ruralité prend tout son sens, d'une part, quand on cherche à distinguer la vie rurale des strictes activités agricoles, et, d'autre part, quand on s'étonne que les images du monde rural en provenance des pays du Sud soient trop souvent celles d'un milieu traditionnel, c'est-à-dire en retard, et ce, quel que soit le continent considéré. En retard par rapport à quoi : à l'innovation technique, à la compétitivité sur le marché ?

Pourquoi la ruralité ?

Partout, le monde rural assume les modifications de son environnement, en relation avec la croissance démographique et l'extension ou la fermeture de la frontière agricole. Les mouvements migratoires, qui recomposent les réseaux sociaux et la structure des groupes domestiques, se développent en donnant un rôle important aux femmes, au point que les « systèmes de production » doivent être repensés au sens le plus large possible, car il ne s'agit plus seulement d'agriculture.

Pourtant, les populations des Suds multiplient les connexions avec les centres urbains. De plus, c'est une part de l'humanité qui, plus qu'on ne le dit, scolarise ses enfants, bien que les sociétés soient frappées par une récession économique dont les termes leur échappent. Voici un monde immense, confronté à de nouvelles logiques, et qui « fonctionne » malgré tout. Après bientôt cinquante ans de programmes de développement agricole peaufinés dans les villes (développement parfois qualifié d'« intégré »), son avenir devrait-il, aujourd'hui, être modifié par les biotechnologies ?

Parce que toutes nos observations débouchent sur le constat que les sociétés bougent, il convient de se préoccuper d'un nouvel objet de

recherche qui oblige à repenser les catégories habituellement prises en compte dans nos sphères scientifiques, entre les milieux naturel et humain, la ville et la campagne, les sciences du « social » et celles du « milieu physique ». Entre aménagement et production agricole, conditionnement de la récolte, transport, commercialisation, force de travail, influence de la ville et relation à la ville, mobilité et pluri-activité des ruraux, où placer les césures dans nos analyses respectives lorsque nous étudions le monde rural ?

Compte tenu de ces questions, il convenait de décrypter « quelque chose » de nouveau et de dynamique, à l'interface de plusieurs disciplines, qui vienne en contrepoint du pessimisme dont le thème « crise du milieu rural » est porteur, ainsi que de l'idée fautive d'un monde rural figé.

L'idée de cette rencontre est née au sein du département « Milieux et activités agricoles » (MAA) de l'Orstom, alors que chercheurs en sciences sociales et agronomes faisaient valoir que l'intitulé de leur département était trop restrictif au regard de leurs sujets de recherche. D'où la proposition de tenir un atelier sur le thème de la ruralité, confié aux unités de recherche aptes à discuter du « Peuplement et dynamique sociale des espaces ruraux » et de la « Dynamique des systèmes de production ».

D'abord, l'objectif était simple : réagir aux propos qui font du paysan un outil de production jugé réfractaire au développement technique. Ensuite, le projet devenait ambitieux, dès lors que la ruralité était considérée comme un concept pluridisciplinaire ouvert sur une nouvelle manière d'entreprendre la recherche en milieu rural.

Au cours de l'atelier, organisé en huit sessions du 2 au 3 avril 1996 avec la présence permanente d'une cinquantaine de chercheurs, le débat s'est déroulé de telle manière qu'un consensus s'est peu à peu dégagé sur la définition de la notion de ruralité, entre les disciplines représentées : agronomie, anthropologie, démographie, économie et géographie. Aucune discipline n'a tiré la couverture à elle, puisque la mobilité et la pluri-activité ont été reconnues par tous, qu'il a été admis que le péri-urbain peut être observé de la campagne et que les communautés rurales ont le pouvoir d'édicter des règles sur la gestion de leur territoire, ce qui montre que l'État n'est pas toujours l'unique maître d'œuvre.

Le champ de recherche « ruralité » a été peu à peu dessiné, d'abord sur le diptyque rural-urbain, puis à l'échelle des « pays » et des régions et, enfin, nous avons dépassé ce niveau d'observation, de manière à inclure les marchés national et international, composés d'aires spatiales fonctionnelles spécialisées dans telle production ou tel emploi.

La contradiction

Quand on dit « ruralité », il s'agit bien d'un néologisme, c'est-à-dire d'un mot nouveau forgé sur le qualificatif « rural ». L'organisation de l'atelier orientait le débat vers quatre thèmes qui ne laissaient planer aucun doute sur une autre interprétation possible :

- ruralisation des villes et urbanisation des campagnes ;
- environnement et sociétés ;
- biotechnologies et nouvelle agriculture ;
- nouveaux outils et objets de recherche.

L'écheveau

Hervé Rakoto Ramiarantsoa, dans son dernier ouvrage *Chair de la terre, œil de l'eau. Paysanneries et recompositions de campagnes en Imerina, Madagascar* (1995), donne pour titre à sa conclusion « Forces et limites de la ruralité ». Des dix premières lignes de cette conclusion, je retiens ceci :

« Les régions étudiées ne connaissent pas une évolution homogène, mais plutôt des dynamiques locales qui créent un assemblage de campagnes. Les changements résultent d'une mobilisation d'acquis éprouvés et d'innovations adoptées pour tirer le meilleur parti, selon les moments. Ancrés dans les terroirs, les acquis entretiennent des scènes paysagères familières, même si les innovations modifient le tableau campagnard, à l'exemple de l'insertion des cultures de contre-saison. Les initiatives paysannes génèrent une recomposition permanente des campagnes ; rien n'est figé. Les dynamiques des systèmes de production modifient l'occupation du sol et la crise économique développe telle stratégie ou accélère telle mutation » (RAKOTO RAMIARANTSOA, 1995 : 308).

Dans ces quelques lignes ponctuées des mots « évolution », « dynamique », « changement », « mobilisation », « innovation », « terroir », « insertion », « initiative paysanne », « recomposition », « stratégie », et « mutation », il n'est plus question d'agriculture mais d'un remue-ménage des campagnes malgaches. L'auteur ne définit pas la « ruralité » mais il place sous ce nom l'histoire des lieux et le paysage.

Tout d'abord, l'histoire des lieux. Celle-ci donne à connaître le peuplement actuel et son histoire, l'inégalité des densités rurales, l'expansion ou le vieillissement des groupes d'habitants, ainsi que la mortalité et la natalité liées aux crises de subsistance, à la maladie mais aussi au comportement social, par exemple à l'institution du mariage tardif. Vue de cette manière, l'histoire des lieux aborde la reproduction simple ou élargie de la civilisation rurale.

Quant au paysage, Hervé Rakoto rassemble une somme d'indicateurs qui prennent en compte non seulement les aménagements rizi-coles et la gestion du territoire associée à la structure de l'encadrement politique et économique (GOUROU, 1984 ; PÉLISSIER, 1985) mais encore les relations entretenues entre lieux de production et de consommation, voire l'adaptation des productions locales à la demande du marché national. En bref, parler du paysage n'est pas se limiter à l'observation contemplative de l'étagement des rizières dans le creux des vallons, ce qui revient à reconnaître le façonnement du milieu par la société locale, mais c'est aussi et plus encore apporter un ensemble d'indicateurs sur le degré d'intégration des résidents aux réseaux marchands. Voilà de quelle manière un géographe du Sud parle de la ruralité.

L'englobant

En France, le terme « ruralisme » apparaît pour la première fois sous la plume d'un certain M. Poiré (1914). Il est repris par L. Leroy dans un ouvrage daté de 1960, *Le ruralisme*. LE ROY LADURIE (1974 : 512) précise que les deux auteurs cités (aujourd'hui absents des références bibliographiques) opposaient explicitement « ruralisme » à « habitude » et « coutume » à « tradition » pour, au contraire, rassembler « ruralisme », « coutume », « mentalité » et « état d'esprit » en un tout dynamique. À savoir

qu'« analphabète » ne veut pas dire être « sans culture » et que, les mentalités évoluant, l'état d'esprit d'un agriculteur change. Approcher la ruralité de cette façon, c'était déjà marquer la différence avec le substantif « paysan », alors couramment employé dans son acception péjorative par la gent urbaine, « paysan » rimant avec « attardé ».

Dans la foulée de Leroy, des sociologues lancent une recherche commune de terrain (c'est une première en France) dans ce qu'ils considèrent comme la Bretagne profonde : le pays bigouden. Sous la direction d'Edgar MORIN (1967) est publiée *La Métamorphose de Plodémet*.

Participe à ce mouvement la recherche africaniste, qui démontre que les ethnies, jusqu'alors seul moyen de reconnaissance des sociétés entrevu par les ethnologues, ont engendré des structures agraires, « agraire » englobant agriculture, trame foncière et rapports sociaux en relation avec les sociétés villageoises (BALANDIER, 1957). Gilles SAUTTER (1962, 1964) s'essaie à une comparaison entre anciens terroirs français et terroirs africains, terroirs qu'il place néanmoins dans *La région traditionnelle en Afrique tropicale* (SAUTTER, 1968). Comme quoi, le mot « tradition » reste lourd de connotations quand il s'agit des tropiques.

Emmanuel LE ROY LADURIE (1969) publie sa fresque sur les paysans du Languedoc, parle bien de rustres et de maîtres mais aussi de paysans qui deviennent propriétaires, tandis que G. BERTRAND adoucit la campagne économique structurée par P. GEORGES (1950), pour y voir un paysage multiple (1975) puis une écologie rurale entre nature et société (1978). Après s'être concentrés sur le terroir, belle échelle d'observation au demeurant, les géographes tropicalistes s'extraitent des limites spatiales qu'ils se sont fixées. Ils passent du clos à l'ouvert (1970-1980) pour regarder la campagne africaine dans ses changements et reconnaître qu'il y avait des associations de terroir à terroir et que ceux-ci communiquaient entre eux, en formant des « pays » puis des régions. Historiens et géographes régionalistes de l'École des Annales avaient, eux, compris depuis longtemps que leur échelle d'observation régionale était pertinente ; bon nombre de thèses portent le titre de *La vie rurale dans...* telle province (DUBY, 1963). En revanche, ils ne s'inquiétaient pas des études de base, du local et du village, sauf pour en extraire quelques chiffres illustratifs.

Terroirs et exploitations agricoles

Alors, ce fut le temps de la rencontre entre sociologues devenus anthropologues, économistes devenus anthropologues économistes, agronomes et géographes, le temps des échelles d'observation emboîtées, dispositif gigogne de l'approche systémique des années soixante-dix, pour qu'apparaisse la reconnaissance du territoire, ce grand filet avec ses mailles, ses nœuds et ses villes. Pour, enfin, voir naître une certaine « ruralité sans nom » dans une approche transdisciplinaire.

C'est au sociologue H. MENDRAS que l'on doit l'appellation du « groupe domestique », de même que le titre annonciateur *La fin des paysans* (1970). Pour revenir aux pays tropicaux, les économistes ruralistes emboîtent le pas aux socio-anthropologues qui dessinent des lignages pour comprendre la composition des concessions qui forment les villages. Les économistes décomposent les cellules de production-consommation et publient régulièrement des notes dans le cadre d'Amira, structure où la recherche s'affine, créée en 1975.

Je me souviens de l'économiste Gérard ANCEY (1975) expliquant au groupe interdisciplinaire auquel j'appartenais la composition des unités d'exploitations agricoles mossi (Haute Volta/Burkina). À partir de son analyse, tout devenait clair pour les géographes, démographes et sociologues, tant pour la transmission des biens, les enjeux de pouvoir, la migration, le rôle des femmes, la structure démographique, que pour le travail des champs, le stockage de la récolte, puis sa consommation. Le mot « exploitation » ne renvoyait plus seulement à « agricole », mais à autre chose de plus large qui rejoignait le social et les relations à longue distance.

Laissons les mots de la fin aux démographes qui, eux aussi, ont suivi le chemin de la découverte de la ruralité. Dans une récente publication (PICOÛET et QUESNEL, 1996), des démographes écrivent que l'espace rural est un enjeu pour les différents groupes résidents qui ont occupé, structuré, contrôlé et exploité un certain espace de vie, où ils ont défini des activités sociales et productives spécifiques. Cependant, ils ajoutent que face, d'une part, à la croissance démographique et aux transformations des conditions de la production et, d'autre part, à la multiplication des intervenants publics et privés, la pérennité et la maîtrise des activités sont mises en ques-

tion, et qu'en conséquence se dessinent de nouvelles représentations et de nouvelles pratiques sociales, économiques et démographiques. Ils concluent qu'en assurant désormais leur reproduction matérielle et sociale par le biais de la migration, les populations ont des rapports d'échange avec une multiplicité de nouveaux acteurs, dont les urbains.

Les deux démographes concluent : « En même temps qu'elle induit une restructuration des espaces ruraux, la mobilité des populations décide de l'intégration de ces dernières dans des ensembles spatiaux plus larges : régional, national et international [...]. Plus globalement, une ruralité apparaît qu'il convient de comprendre, si l'on veut restituer le sens des politiques, des interventions et des recherches dont l'espace rural est l'objet » (*ibid.* : 6).

La complexité

La contradiction perdure entre les tenants d'un rural considéré comme ce qui reste du non-urbanisé et les chantres d'un bonheur rustique. Voilà bien deux positions irréconciliables, à moins de dépasser cette problématique du rapport ville-campagne où, chaque fois, la ville vient avant la campagne (et si nous inversions les termes ?) en plaçant l'attention sur les inégalités sociales plutôt que sur les différences géographiques. N'est-ce pas, en effet, la question de nouveaux équilibres démographiques et sociaux et leurs implications sur les territoires nationaux, avec ou sans l'intervention publique, qui est à l'ordre du jour ?

Nouveaux cadrages, campagnes nouvelles

Après *La fin des paysans* (MENDRAS, 1970), assisterait-on à la fin des campagnes ? Il semble que la réponse soit négative, puisque la recherche met en évidence de nouveaux cadrages : « La fin de la société paysanne ne coïncide pas avec la désagrégation de la société rurale » (BRUN *et al.*, 1992 : 51). Au sein de l'espace rural, des aires se modernisent, dynamisées autour de petites villes. Elles sont prêtes à valoriser, au premier signal, leurs potentiels et leurs ressources. Ce sont là des tendances lourdes, au sein d'aires fonctionnellement spécialisées (VIARD, 1981, 1994).

L'agriculture (culture et élevage), bien que soumise à de fortes contraintes, est toujours gestionnaire de l'espace. Mais ce sont surtout d'autres secteurs d'activités inscrits en milieu rural qui créent la dynamique : entreprises, services et transports. Ils apparaissent, sinon comme facteurs d'intégration, du moins comme liens entre campagne et ville. On peut déceler un nouveau type d'organisation du territoire entre les pôles d'une armature urbaine qui se « métropolise », qui concentre l'essentiel des croissances nationales, et ces pôles communiquent à grande vitesse, au moyen de réseaux électroniques, qui font qu'aujourd'hui le lointain est proche.

Ainsi, des espaces ruraux sont marginalisés et, dans ces cas-là, on assiste au déclin du réseau de villages, de bourgades, voire à la mise en sommeil de villes dites intermédiaires. Au côté d'espaces intégrés, il y a des espaces contournés, à peine traversés, parfois oubliés. Il existe partout des terroirs agricoles en marge ou en recul.

Mais, à nouveau, la contradiction apparaît, car, de toute façon, à l'échelle des régions et jusqu'au plus petit village, la population bouge. Différences de fécondité et accélération des migrations distribuent la croissance démographique et réorganisent le peuplement. Et, dans ce mouvement, ce brassage, cette mutation, les influences les plus proches valent autant que les plus lointaines, en premier lieu du fait du développement des firmes globales ou firmes-réseaux qui, hégémoniques, globalisantes, jouent leur puissance sur la flexibilité de la force de travail, selon ce qu'elles décident du marché de l'emploi, des prix et de la concurrence.

Mobilité de la main-d'œuvre, délocalisation des entreprises, accélération des vitesses de communication, décentralisation des pouvoirs de décision font que les projets de développement à long terme comportent le risque d'être dépassés à moyen terme et que, donc, ce qui est oublié aujourd'hui puisse être intégré demain.

Et que de nouvelles règles du jeu puissent se dessiner, des dualités ou ruptures se réguler entre collectivités locales, entreprises, pouvoirs régionaux et nationaux. Car, même si elle se mondialise en se globalisant, même si elle aiguise les concurrences entre les États et les lieux et dessine de nouvelles régions en réseaux, à l'échelle planétaire, l'Économie n'est pas indifférente ni étrangère aux ancrages locaux. À l'échelle locale, bien des ressources dites essentielles, qui guident l'implantation des activités, sont immatérielles au sens

où elles sont d'abord attachées au tissu humain et social (dont la trame est composée des qualités des compétences locales) et à la densité des coopérations possibles entre gens d'un même endroit et ceux d'à côté. Ces ressources ne sont pas des dotations figées comme des gisements minéraux, mais elles se construisent en permanence au cœur des sociétés ; par exemple, qualification de la main-d'œuvre, salariée ou non, dans les exemples asiatiques et latino-américains.

Quels Suds ?

La ruralité est donc bien davantage et bien autre chose qu'une société ou civilisation rurale. Au Sud, c'est le casier irrigué, les plants de contre-saison, la ville, le marché, le transport, la mobilité. Ce n'est plus seulement le rassemblement des paillotes sous le baobab. Comme si, au Nord, existait une campagne profonde vivant autour du clocher, du cimetière et de la gare désaffectée ?

À ce propos, je pense à une infinité de romans et de films qui, selon ce que l'on veut bien y voir, traitent de la ruralité et pourraient faire l'objet de recherches, de l'exploitation agricole à l'espace régional, en passant par le village.

Pour ne parler que de la production cinématographique, que racontent les westerns, sinon l'histoire d'immigrants européens de la fin du XIX^e siècle qui, futurs fermiers, se heurtent aux éleveurs, maîtres de la prairie : une préfiguration des révoltes paysannes que les réformes agraires du continent américain ne parviennent toujours pas à juguler ? Pour le cinéma français, pourquoi ne pas être attentif aux adaptations des livres de Giono ou de Pagnol qui racontent les campagnes de la Haute-Provence, comme *Manon des sources* (1936), ou *Regain* (1939). Et que voyons-nous dans *Les raisins de la colère* (adaptation du roman de Steinbeck, 1939), si ce n'est l'exode des fermiers d'un Middle West (Oklahoma) dévasté par l'érosion éolienne vers les vergers d'agrumes de Californie, où les fermiers deviennent salariés agricoles ? Je pense encore au film *Stromboli* (Rossellini, 1949), qui donne à voir des scènes de pêche au thon aujourd'hui révolues, dans les parages d'une île gagnée par la misère, et à *Rocco et ses frères*, de Visconti (1952), soit l'histoire d'une famille paysanne qui quitte le Sud italien pour tenter de vivre

à la périphérie du Milan d'après guerre. Dans ces témoignages, tous tragiques, où est le Sud et où est le Nord ?

Je pense que nous sommes prêts à démêler les contradictions, à débattre de la ruralité, ou des ruralités, et pas seulement de celles du Sud, comme le suggère Moungam à Mbassa, membre de l'atelier. Ce collègue s'interroge sur les indicateurs socio-économiques, tels que le revenu par tête, le niveau d'instruction, les taux de natalité et de mortalité, l'espérance de vie à la naissance, le nombre de calories consommées par jour, indicateurs dont les valeurs feraient la différence entre Nord et Sud. Puis il ajoute : « La ruralité définirait-elle les pays du Sud ? »

Non, si l'on s'en tient aux statistiques nationales en considérant que, dans nombre de pays du Sud, l'équilibre urbain-rural est atteint et souvent dépassé. Non encore, quand on observe la migration rurale vers la ville, bien qu'il faille convenir qu'en Europe, les jeunes filles des campagnes ont commencé à aller s'embaucher en ville dès le XVI^e siècle et que les conséquences de leurs déplacements ne sont pas comparables à celles de la migration des jeunes filles serer (Sénégal) en cette fin de XX^e siècle.

Mais les situations se rapprochent si l'on observe la seconde moitié du XIX^e siècle, voire les trois premières décennies du siècle actuel, qui ont été celles du chambardement social européen. Les paysans sont partis en famille, en abandonnant leurs villages où la vie des champs devenait intenable ; les hommes sont devenus ouvriers, les femmes lingères, repasseuses, employées de maison et bonnes à tout faire. Le rustre est venu grossir le populaire. Les couples sont partis aux Amériques. Pour illustrer cette période, E. WEBER (1983) titre *La fin des terroirs*. Alors oui, il y a de cela dans les Suds d'aujourd'hui, avec un siècle de décalage.

Mais voilà qu'on nous annonce aussi *La fin du tiers-monde* (Collectif, 1996) car l'évolution des différents sous-ensembles du Sud ressemblerait de plus en plus à une dérive des continents, ne serait-ce que si l'on compare l'Asie orientale à l'Afrique. Ces évolutions posent donc la question de la redéfinition des contours des Nordes et des Suds. Il n'est pas inintéressant d'y songer.

J'ajoute qu'il y a cinquante ans, les citoyens de France parlaient avec dégoût des bâtiments malsains de certaines campagnes, où les

adductions d'eau n'ont été installées que dans les années cinquante-soixante. Si l'absence d'eau au robinet est un indicateur de pauvreté, alors ces campagnes appartenaient, il y a peu de temps encore, aux Suds. Un Béninois disait récemment : « Je vote pour l'eau, l'électricité et le dispensaire » (RFI, 19 février 1996). Avant que la campagne du Nord ne devienne le complément d'environnement pour le citoyen, valeur esthétique et plaisir de l'œil, ne parlait-on pas justement de la désertification des campagnes ?

Envoi

Après des décennies durant lesquelles chaque discipline a appris de quelle manière l'« autre » étudiait le milieu rural, maintenant que les échelles d'observation se sont croisées et démultipliées (COUTY, 1996), que des ponts ont été dressés entre travaux proches ou similaires, et que des agronomes prennent en compte « les objectifs sociaux et économiques liés au fonctionnement biologique de l'exploitation » (HUBERT, 1996), il existerait bien une communauté d'intérêts pour la « ruralité ». Lorsque nous parlons de transition démographique, de programme foncier, de gestion des terroirs et de mobilité des habitants, dans un maillage territorial élargi à la pluri-activité, voilà des manières de voir qui renouvellent la conception traditionnelle du rural, situées entre la réflexion sur le passé et le futur, la valorisation et la culture.

Jean-Yves Marchal

Orientations bibliographiques

Pour la recherche tropicaliste française, on se référera à la soixantaine de notes multigraphiées du Groupe de recherche pour l'amélioration des méthodes d'investigation en milieux informels et ruraux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (Amira), réseau créé en 1975 sous l'égide de l'Insee-Coop à Paris, et dissous en 1990.

Trois collections retiennent également l'attention :

1) Vingt-cinq monographies de terroirs ont été publiées de 1967 à 1987, vingt-deux dans la collection « Atlas des structures agraires au sud du Sahara » et trois dans la collection « Atlas des structures agraires à Madagascar », par les éditions Mouton, les éditions de EHESS et les éditions de l'Orstom.

2) Neuf ouvrages de la collection « Colloques et séminaires » ont été publiés depuis 1983 aux éditions de l'Orstom, sous le titre commun *Dynamique des systèmes agraires*.

3) Treize ouvrages de la collection « À travers champs », publiés depuis 1987 aux éditions de l'Orstom, témoignent des mutations que connaissent les systèmes agraires des pays tropicaux. Ces études relèvent souvent des sciences sociales, mais les systèmes de production sont aussi éclairés par les approches agronomiques. Les publications s'organisent autour d'espaces ruraux témoins.

Bibliographie

ANCEY (G.), 1975 —
Milieus ruraux mossi, aspects économiques, enquête sur les mouvements de population à partir du pays mossi. Paris, Mincoop/Orstom, tome 3.

BALANDIER (G.), 1957 —
Afrique ambiguë. Paris, Plon, coll. Terre humaine.

BERTRAND (G.), 1975 —
« Pour une histoire écologique de la France rurale ». In : *Histoire de la France rurale*, Paris, Le Seuil : 37-112.

BERTRAND (G.), 1978 —
Le paysage entre nature et société. *Rev. de Géographie Pyrénées et Sud-Ouest*, 49 (2) : 239-258.

BRUN (A.), CAVAILHES (J.) *et al.*, 1992 —
Les espaces ruraux revisités. *Revue d'économie régionale et urbaine*, 1992 (1) : 37-66.

Collectif, 1996 —
La fin du tiers-monde ?
Paris, La Découverte, coll. Les dossiers de l'état du Monde.

COUTY (P.), 1996 —
Les apparences intelligibles, une expérience africaine. Paris, Éd. Arguments.

DUBY (G.), 1962 —
L'économie rurale et la vie dans les campagnes dans l'Occident médiéval. Paris, Aubier/Montaigne, 2 vol.

- DUBY (G.), 1963 —
Compte rendu de *La vie rurale vue par un géographe* (Faucher D., 1962, Institut de Géographie, Toulouse, 316 p.). *Études rurales*, 9, avril-juin 1963.
- GEORGE (P.), 1950 —
La campagne. Paris, PUF.
- GOUROU (P.), 1984 —
Riz et civilisation. Paris, Fayard.
- HUBERT (B.), 1996 —
Sadoscope, 79, Inra-SAD, Versailles.
- LE ROY LADURIE (E.), 1969 —
Paysans du Languedoc. Paris, Flammarion, coll. Champs.
- LE ROY LADURIE (E.), 1974 —
« Civilisation rurale ». In : *Encyclopedia Universalis*, 4^e éd., vol. 14 : 510-518.
- MENDRAS (H.), 1970 —
La fin des paysans. Paris, A. Colin.
- MENDRAS (H.), 1974 —
« Sociologie des ruraux ». *Encyclopedia Universalis*, 4^e éd., vol. 14 : 518-521.
- MORIN (E.), 1967 —
Commune de France. La métamorphose de Plodémet. Paris, Le Seuil.
- PÉLISSIER (P.), 1985 —
« Techniques d'encadrement et transformations de l'agriculture en Afrique noire ». In Gourou (P.), Etienne (G.), éd. : *Des labours de Cluny à la révolution verte*, Paris, PUF : 201-222.
- PICOUËT (M.), QUESNEL (A.), 1996 —
Peuplement et dynamique sociale des espaces ruraux. Paris, Orstom, département MAA.
- RAKOTO RAMIARANTSOA (H.), 1995 —
Chair de la terre, œil de l'eau... Paysanneries et recompositions des campagnes en Imerina (Madagascar). Paris, Orstom, coll. À travers champs.
- SAUTTER (G.), 1962 —
À propos de quelques terroirs d'Afrique occidentale. Essai comparatif. *Études rurales*, 4 : 24-86.
- SAUTTER (G.), 1968 —
La région traditionnelle en Afrique tropicale. *Régionalisation et développement*. Paris, CNRS : 65-107.
- SAUTTER (G.), 1993 —
Parcours d'un géographe : des paysages aux ethnies, de la brousse à la ville, de l'Afrique au Monde. Paris, Éditions Arguments, 2 vol.
- SAUTTER (G.), PÉLISSIER (P.), 1964 —
Pour un atlas des terroirs africains. Structure type d'une étude de terroir. *L'Homme*, 4 (1) : 56-72
- SAUTTER (G.), PÉLISSIER (P.), 1970 —
Bilan et perspectives d'une recherche sur les terroirs africains et malgaches. *Études rurales*, 37-39 : 7-45.
- VIARD (J.), 1981 —
La dérive des territoires. Arles, Actes Sud.
- VIARD (J.), 1994 —
La société d'archipel. Aix, Éditions de L'Aube.
- WEBER (E.), 1983 —
La fin des terroirs, la modernisation de la France rurale 1870-1914. Paris, Fayard.